



ENJEUX

Ile-de-France

L'économie francilienne en bref

La Catalogne et l'Île-de-France à l'heure du retour de la croissance

Même si Paris et sa région sont avant tout comparables avec les autres « global cities » (New York, Tokyo, Londres ou encore Shanghai), d'autres villes européennes montent en puissance ; au début des années 2000, Barcelone et la Catalogne ont compté parmi les métropoles les plus dynamiques, notamment avant la récession de 2008-2009. Qu'en est-il aujourd'hui ? Comment les régions francilienne et catalane ont-elles subi la crise ? Comment leur activité économique et leur marché du travail évoluent-ils depuis ?

Concurrentes ou partenaires ? Selon la thématique observée, les deux qualificatifs peuvent s'appliquer. Toujours est-il que le Conseil régional d'Île-de-France et la Généralité de Catalogne ont signé en octobre 2016 un accord de coopération entre les deux régions. A travers cet accord, l'Île-de-France et la Catalogne souhaitent développer leurs relations dans plusieurs domaines, dont l'éducation, la gestion des déchets urbains ou encore la recherche et l'innovation, notamment l'innovation médicale et pharmaceutique ; cette coopération entre les deux régions avait d'ailleurs déjà fait l'objet, quelques mois plus tôt, d'un protocole d'accord entre les pôles de compétitivité francilien et catalan de la filière du biomédical (cf. Encart 1).

Néanmoins, l'Île-de-France et la Catalogne sont aussi des concurrentes en termes d'activité et d'attractivité économiques. En effet, les deux régions se positionnent en « capitales économiques » des deux côtés des Pyrénées et se trouvent par conséquent autant en concurrence entre elles et avec les autres grandes métropoles européennes qu'avec d'autres régions françaises ou espagnoles. Ainsi, l'Île-de-France et la Catalogne représentent respectivement 18,2 % et 16,0 % des populations française et espagnole (cf. Tableau 1). Surtout, leur poids en termes de produit intérieur brut (PIB) est très conséquent ; ainsi, l'Île-de-France pèse pour près d'un tiers (30,3 %) du PIB français loin devant la deuxième région (11,5 % pour Auvergne-Rhône-Alpes) ; parallèlement, même si l'écart avec la deuxième région ibérique est infime (18,9 % pour la région de Madrid), la

ENCART 1 : L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ MEDICEN PARIS REGION ET BIOCAT

Un protocole d'accord a été signé le 29 juin 2016 entre les pôles de compétitivité Medicen Paris Region et Biocat afin de développer les activités de R&D de la « filière biomédicale » en Île-de-France et en Catalogne. Ces deux clusters étaient d'ores et déjà très semblables dans leurs caractéristiques et leurs ambitions. Ainsi, le pôle francilien, Medicen, a été créé en 2005 et se concentre sur les biotechnologies et la santé ; il compte 220 membres, dont 178 entreprises (données 2014). Son ambition est de positionner l'Île-de-France en tant que leader dans les domaines de l'innovation diagnostique et thérapeutique et des hautes technologies pour la santé. De son côté, le pôle catalan Biocat a été créé en 2006. Il se focalise sur l'écosystème des sciences de la vie et de la santé. Parmi ses objectifs, Biocat souhaite promouvoir la biotechnologie comme moteur économique de la Catalogne.

Ce protocole d'accord entre Medicen et Biocat a constitué un prologue à la signature le 18 octobre 2016 d'une convention de coopération, plus large, entre le Conseil régional d'Île-de-France et la Communauté Autonome de Catalogne ; cette convention a pour objectifs le développement économique, les échanges d'expertise et la création d'emplois dans les deux territoires.

Catalogne représente quant à elle près d'un cinquième du PIB espagnol (19,0 %). Ce poids conséquent est d'ailleurs une des justifications aux récurrentes envies d'indépendance de la Catalogne (le gouvernement catalan souhaite, en l'occurrence, organiser un référendum sur l'indépendance avant la fin-septembre 2017).

L'écart entre l'Ile-de-France et la Catalogne reste conséquent en termes de PIB. En effet, le PIB s'est élevé à environ 659,8 milliards d'euros en 2015 en Ile-de-France tandis qu'il atteignait 204,2 milliards en Catalogne, soit un rapport de 1 pour 3,2 à l'avantage de la région française. Même en le corrigeant de l'effet « coût de la vie » (cf. définition de « Standard de Pouvoir d'Achat »), le PIB francilien reste 2,7 fois plus important que le PIB catalan (respectivement 615,9 contre 228,4 milliards de SPA).

UN HUB ÉCONOMIQUE, LOGISTIQUE ET TOURISTIQUE AU SUD DE L'EUROPE

Historiquement, l'économie catalane s'est appuyée sur ses industries traditionnelles : l'agroalimentaire, l'automobile et la mécanique, la chimie ou encore l'électronique. Plus récemment, Barcelone a développé son secteur touristique et les activités qui y sont liées mais s'est aussi tournée vers des services à plus forte valeur ajoutée (TIC, biotechnologies, etc.) et vers l'innovation. Ainsi, la DIRD (Dépense Intérieure de Recherche et Développement) a doublé au début des années 2000 et, malgré une décélération depuis 2008-2009, se situe autour des 3,0 milliards chaque année (2,9 milliards d'euros en 2014). Toutefois, ce montant est encore très inférieur aux dépenses de R&D de l'Ile-de-France (18,4 milliards d'euros en 2013).

En plus du dynamisme de ces secteurs, le poids économique de Barcelone provient en partie de sa situation géographique : le rayonnement de la métropole s'étend ainsi au-delà des frontières administratives de la Catalogne. En effet, Valence et Saragosse côté espagnol ainsi que Perpignan, Montpellier et Toulouse se situent au plus à quelque 350 km à vol d'oiseau de la métropole catalane ; le lien avec le sud de la France pourrait même devenir plus important si le projet de ligne à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan devait finalement être acté.

Parallèlement, le port de Barcelone offre à la Catalogne une ouverture sur l'ensemble du bassin méditerranéen ; même s'il est bien moins actif que les ports de Rotterdam, Hambourg ou encore Anvers et même s'il est directement concurrencé en Espagne par le port andalou d'Algésiras et par celui de Valence, le trafic conteneurs de Barcelone approche celui du Havre et dépasse largement celui de Marseille. Parallèlement, avec plus de 2,5 millions de croisiéristes accueillis chaque année, Barcelone se positionne en tant que leader des ports de croisière méditerranéens devant ceux de Rome (Civitavecchia), Venise, Marseille et Naples.

La montée en puissance de l'aéroport El Prat contribue également au rayonnement de Barcelone. Situé à 15 km du centre-ville, l'aéroport de Barcelone a vu la croissance de son trafic passagers tout juste ralentie en 2008 et 2009 : ainsi, le nombre de passagers a plus que doublé ces dernières années pour passer de moins de 20 millions en 2000 à plus de 44 millions en 2016. L'inauguration d'un nouveau terminal en juin 2009 a grandement contribué à ce développement. L'aéroport de Barcelone est ainsi le deuxième en Espagne, derrière Madrid-Barajas et ses 50,4 millions de passagers

Tableau 1 : L'Ile-de-France et la Catalogne en quelques chiffres

	ILE-DE-FRANCE	CATALOGNE
Superficie (en km ²)	12 012	32 108
Population (données 2016, en millions)	12,1	7,45
Poids dans la population nationale	18,2 %	16,0 %
PIB (2015, en milliards de SPA ⁽¹⁾)	615,9	228,4
Poids dans le PIB national	30,3 %	19,0 %
PIB par habitant (2015, en SPA* par hab.)	50 900	30 900
Taux de chômage (données au 4 ^e trim. 2016)	8,6 %	14,8 %

(1) SPA : Standard de Pouvoir d'Achat (cf. Définition)

Sources : Eurostat, Insee et Idescat

en 2016. Par ailleurs, il se situe devant Orly (31,2 millions de passagers en 2016) mais son trafic reste inférieur d'un tiers à celui de Roissy-Charles de Gaulle (65,9 millions en 2016).

L'aéroport de Barcelone – El Prat pourrait bientôt arriver à saturation ; il est en effet possible que les terminaux actuels s'avèrent insuffisants pour accueillir les 55 millions de passagers attendus pour 2023 et la construction d'un autre terminal est évoquée. Par ailleurs, on peut considérer que l'accroissement du trafic à El Prat s'est fait au détriment des autres aéroports catalans. Ainsi, l'aéroport de Gérone qui dessert notamment la Costa Brava et celui de Reus, près de Tarragone, s'étaient développés rapidement au début des années 2000 grâce aux compagnies low-cost mais ont vu leur trafic passagers se réduire très nettement à partir de l'inauguration du nouveau terminal d'El Prat en 2009.

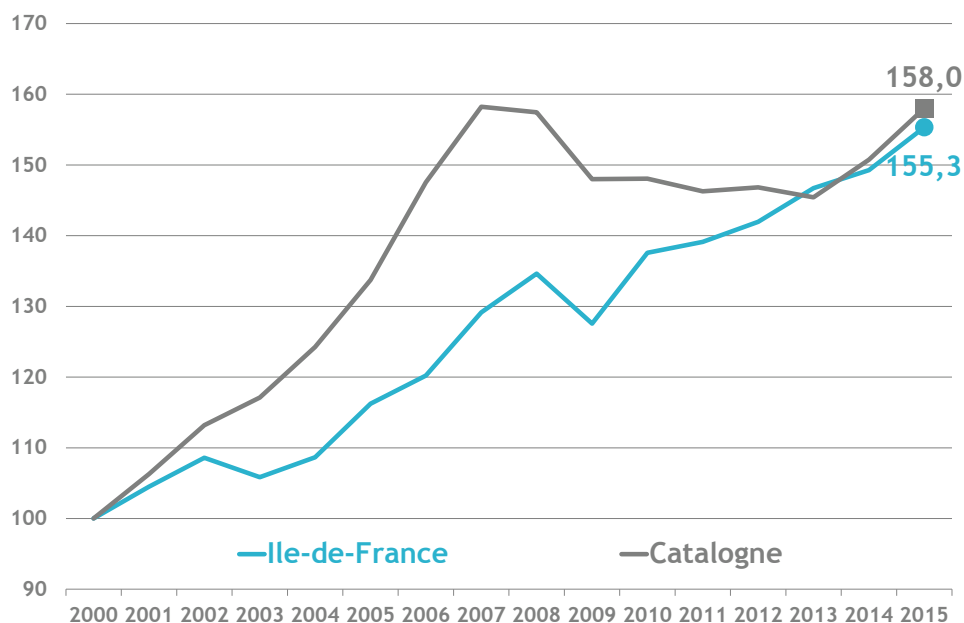
UNE AUGMENTATION DU PIB IDENTIQUE DANS LES DEUX RÉGIONS ENTRE 2000 ET 2015

En termes d'activité économique, trois phases distinctes peuvent être identifiées dans l'évolution du PIB en Catalogne entre 2000 et 2015 (cf. Graphique 1). La première phase correspond à un avant-récession de 2008-2009 ; la deuxième couvre les années directement postérieures à cette récession (de 2009 à 2013) ; la troisième a débuté en 2014 et est celle en cours actuellement.

Lors de la première phase, entre 2000 et 2007, l'activité de la Catalogne a été bien plus dynamique que celle de l'Ile-de-France. En effet, le PIB a crû sur cette période de 58,2 % en Catalogne tandis qu'il augmentait plus modestement de 29,2 % dans la région française. L'écart est en partie imputable à l'éclatement de la bulle Internet qui a eu de fortes répercussions en Ile-de-France (contraction de l'activité francilienne de 2,5 % en 2003) alors que le PIB catalan était seulement freiné (+ 3,4 % en 2003, après

Graphique 1 : évolution du PIB aux prix courants du marché (base 100 en 2000, en millions de SPA⁽¹⁾)

Des évolutions de PIB déconnectées mais finalement équivalentes de 2000 à 2015



(1) SPA : Standard de Pouvoir d'Achat

Source : Eurostat

+ 6,5 % en 2002 et avant + 6,1 % en 2004). Mais au-delà de cette sensibilité plus importante à la chute des secteurs liés à l'informatique et aux télécommunications du début des années 2000, l'économie francilienne a surtout globalement été moins tonique sur la période avant récession que l'économie catalane.

Néanmoins, le dynamisme de l'activité en Catalogne, comme dans le reste de l'Espagne, reposait essentiellement sur quelques secteurs : la construction, le tourisme, etc. Ce manque de diversité de l'économie catalane s'est ressenti lors du choc récessif de 2008-2009. Ainsi, à partir de 2008, la région espagnole a vu son activité économique chuter tout aussi rapidement que celle-ci avait crû au cours des années précédentes. Ainsi, dès 2008, le PIB s'est trouvé à l'arrêt en Catalogne (- 0,5 %) alors qu'il restait orienté favorablement en Ile-de-France (+ 4,2 %). En 2009, le PIB francilien s'est certes dégradé de 5,2 % sur un an (- 6,0 % dans le même temps pour le PIB catalan) mais il a ensuite rebondi dès l'année suivante et a ainsi effacé dès 2010 les effets de la récession ; puis, entre 2010 et 2013, il a augmenté de 6,6 %. Dans le même temps, les conséquences de la grande récession ont été plus persistantes en Catalogne : entre 2009 et 2013, le PIB y a fait du surplace, subissant même un repli de 1,8 % en quatre ans. Par conséquent, l'Ile-de-France a effacé pendant cette période le déficit de croissance qu'elle avait accumulé entre 2000 et 2007 et, malgré des trajectoires très différentes, les PIB de l'Ile-de-France et de la Catalogne avaient augmenté dans des proportions quasiment équivalentes entre 2000 et 2013 : + 46,7 % dans la région française contre + 45,4 % dans la région espagnole.

Par la suite, à partir de 2014, le PIB de la Catalogne a commencé à se redresser : + 3,7 % en 2014 par rapport à 2013, puis + 4,8 % l'année suivante. Son évolution est désormais quasiment parallèle à celle du PIB francilien et s'avère même légèrement plus soutenue (respectivement + 1,7 % et + 4,1 % en 2014 et 2015 en Ile-de-France). En contrepartie, en 2015, soit sept ans après le début de la crise, le PIB de la Catalogne était toujours légèrement inférieur à son point haut d'avant-crise (- 0,1 %). Il convient toutefois de rappeler que les séries de données régionales s'interrompent pour l'heure en 2015 ; compte tenu du niveau de croissance enregistré en Espagne en 2016 (+ 3,2 % de l'autre côté des Pyrénées contre + 1,1 % dans l'hexagone), il semble probable que la Catalogne ait repris les devants.

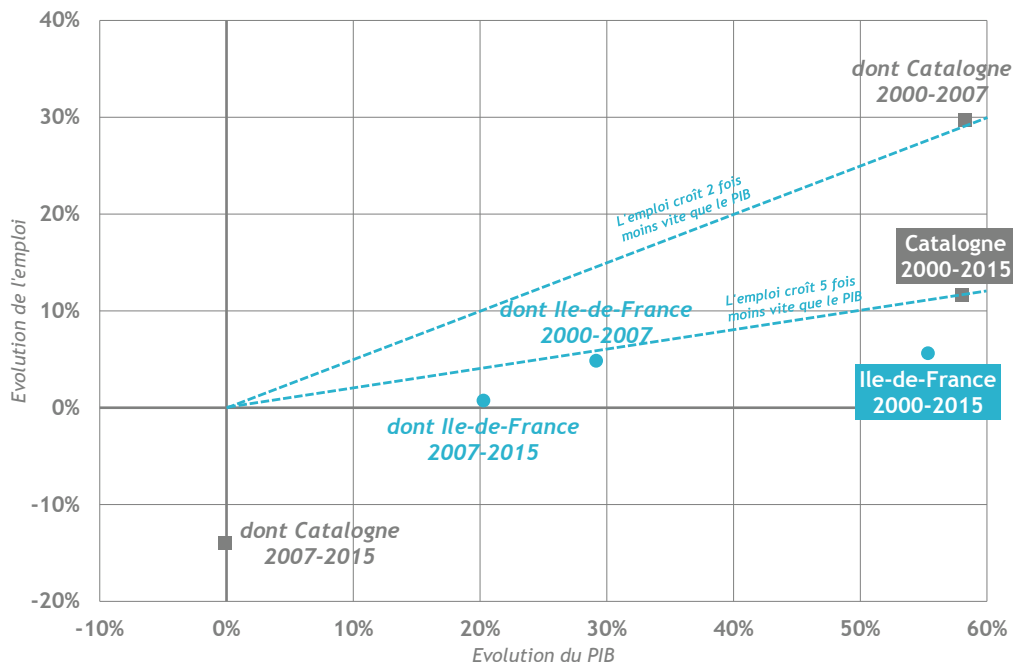
Toutefois, au-delà de ces dynamiques sur les dernières années, si on occulte l'effet population, la richesse produite par habitant est très inférieure de l'autre côté des Pyrénées. Ainsi, en 2015, le PIB par habitant francilien était 1,6 fois supérieur à celui observé dans la région de Barcelone. Qui plus est, le PIB par habitant a crû plus rapidement entre 2000 et 2015 en Ile-de-France (+ 42,2 %) qu'en Catalogne (+ 34,3 %) et l'écart a par conséquent eu tendance à se creuser ces dernières années.

UNE CROISSANCE PEU RICHE EN EMPLOIS DANS L'UNE ET L'AUTRE DES RÉGIONS DEPUIS 2000

Par ailleurs, le dynamisme de l'économie catalane au début des années 2000 faisait figure de modèle de développement : non seulement la croissance économique y était élevée mais elle était très créatrice d'emplois

Graphique 2 : évolutions du PIB et de l'emploi total (en %)

Une croissance très créatrice d'emplois en Catalogne... jusqu'en 2007



Lecture : en Ile-de-France, le PIB a crû de 55,3 % entre 2000 et 2015 tandis que le niveau de l'emploi augmentait de 5,6 %.

Source : Eurostat

(cf. Graphique 2). Ainsi, entre 2000 et 2007, l'emploi total a crû seulement deux fois moins vite que le PIB en Catalogne (+ 29,8 % contre + 58,2 %) ; sur la même période, si la croissance était moins vive en Ile-de-France, le rythme de la hausse de l'emploi y était surtout six fois moins rapide que celui de l'augmentation du PIB.

Néanmoins, la récession de 2008-2009 a nettement atténué la dynamique catalane. En effet, même si le PIB de la région espagnole a peu ou prou retrouvé en 2015 son niveau de 2007, l'emploi s'est contracté de 13,9 % pendant ces huit années. Par conséquent, entre 2000 et 2015, l'emploi a finalement augmenté cinq fois moins vite que le PIB en Catalogne. Là encore, s'observe la fragilité d'un modèle de croissance basé uniquement sur quelques secteurs (principalement le tourisme et la construction), tout aussi dynamiques dans un contexte porteur qu'ils sont moroses un cas de ralentissement de l'activité. Il convient malgré tout de signaler que ce rythme est resté plus important que celui observé en Ile-de-France : l'emploi y a crû en moyenne six fois moins vite que le PIB sur les quinze années. De plus, la hausse de la valeur ajoutée produite dans la région française a globalement été peu créatrice d'emplois que ce soit avant ou après la récession de 2008-2009. En contrepartie, les variations sont apparues plus homogènes en Ile-de-France qu'en Catalogne : + 29,2 % pour le PIB et + 4,9 % pour l'emploi entre 2000 et 2007 contre + 20,3 % pour le PIB et + 0,7 % pour l'emploi entre 2007 et 2015.

LE TAUX DE CHÔMAGE CATALAN EN HAUSSE DE 16,6 POINTS ENTRE 2007 ET 2013

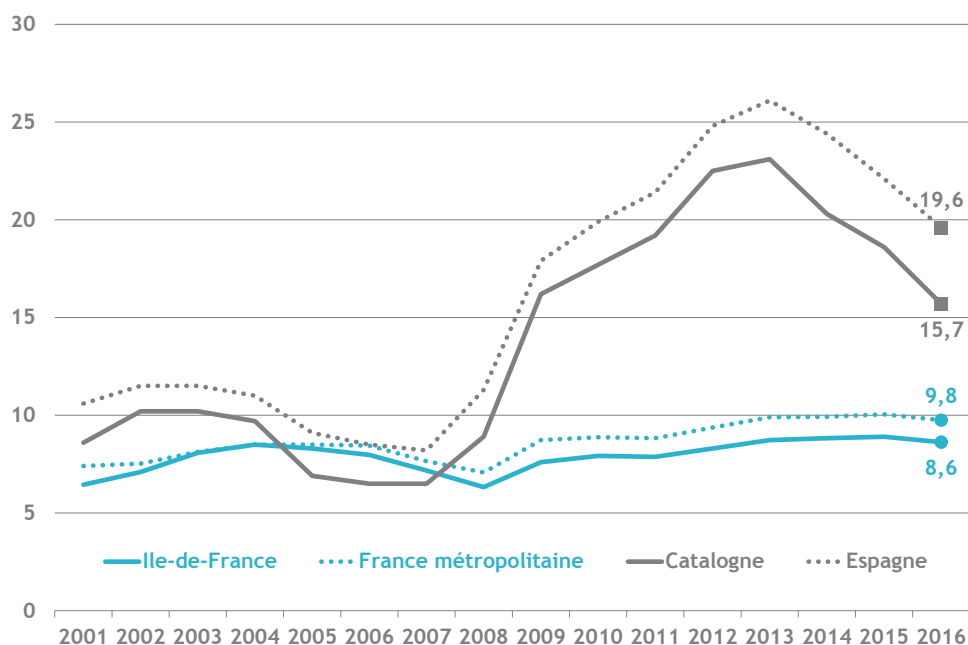
Compte tenu de ces évolutions et malgré le rebond de l'activité depuis 2013, le marché du travail reste dégradé en Catalogne (cf. Graphique 3). En effet, le taux de chômage catalan s'élevait en moyenne annuelle à 6,5 % en 2007, soit un niveau comparable au point bas d'avant-crise en Ile-de-France (6,3 % en 2008) ; mais, par la suite, même si l'Ile-de-France a aussi vu son taux de chômage augmenter depuis 2008 (jusqu'à 8,9 % en 2015, soit + 2,6 points), la hausse observée en Catalogne est sans commune mesure avec celle enregistrée dans la région française.

Ainsi, la grande récession et, notamment, l'effondrement du BTP ont provoqué un bond du taux de chômage dans la région espagnole ; celui-ci a culminé à 23,1 % en 2013, soit une hausse de 16,6 points par rapport à 2007. Il est à noter qu'une large part de cette augmentation a eu lieu au plus fort de la crise : le taux de chômage est ainsi passé de 8,9 % en 2008 à 16,2 % dès 2009.

Le mouvement de hausse a ensuite été plus modéré (+ 1,5 point notamment en 2010 et 2011) mais a subi une nouvelle accélération en 2012 (+ 3,3 points) au moment de la crise de la dette dans la zone euro qui a conduit l'Espagne à solliciter l'aide européenne pour la recapitalisation de ses banques.

Graphique 3 : évolution du taux de chômage annuel moyen (en %)

L'écart entre les taux de chômage catalan et francilien est encore de plus de 7,0 points



Sources : Insee, Ine et Idescat

UN RÉTABLISSEMENT PROGRESSIF MAIS ENCORE INCOMPLET DU MARCHÉ DU TRAVAIL CATALAN

Plus récemment, comme en Ile-de-France, le taux de chômage s'infléchit en Catalogne. Ainsi, depuis le point haut de 2013, celui-ci s'est réduit de plus de 7,0 points pour atteindre 15,7 % en moyenne en 2016. Parallèlement, le mouvement de repli s'est enclenché plus tardivement (à partir de mi-2015) en Ile-de-France ; le taux de chômage francilien ne s'est ainsi que très légèrement infléchi par rapport à ses points hauts mais, en contrepartie, il est resté inférieur d'environ 7,0 points au taux catalan fin-2016.

En tout état de cause, même si son rythme de baisse est plus soutenu qu'en Ile-de-France, il faudra probablement attendre 2019 pour voir le taux de chômage repasser sous les 10,0 % en Catalogne. Par ailleurs, même s'il diminue également depuis 2013 (il dépassait alors les 50,0 %), le taux de chômage chez les Catalans de moins de 25 ans a atteint 34,3 % en moyenne en 2016.

Néanmoins, le taux de chômage catalan reste moins conséquent qu'au niveau de l'ensemble de l'Espagne (19,6 % en 2016). Ainsi, l'écart entre les deux taux s'est élevé à 3,9 points en 2016 ; surtout, cette différence s'est accrue depuis le début de la crise : en 2007, elle n'était que de 1,7 point (6,5 % en Catalogne contre 8,2 % en Espagne). Par ailleurs, l'an dernier, le taux en Catalogne a été équivalent à celui observé dans la région de Madrid (15,7 % également).

LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX TOUJOURS ATTIRÉS PAR BARCELONE MALGRÉ LA CRISE

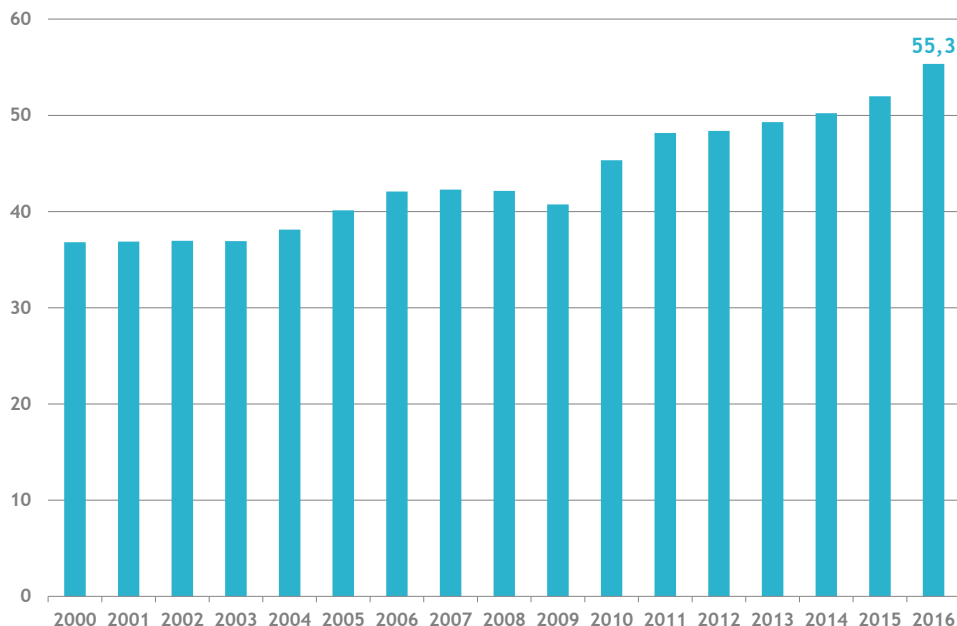
Même s'il est en phase d'amélioration, entre récession mondiale de 2008-2009 et crise de la dette débutée en zone euro, le contexte économique a pesé sur l'attractivité catalane depuis 2008 et certains projets d'investissements ont été ralentis, voire abandonnés.

Néanmoins, si, en Europe, l'intérêt des investisseurs et des multinationales se focalise sur l'Ile-de-France et le Grand Londres, Barcelone et la Catalogne se positionnent en tête des outsiders. Ainsi, l'édition 2017 du « Global cities investment monitor » de Paris Ile-de-France Capitale économique et de KPMG a montré que Barcelone s'est classée à la neuvième place des métropoles mondiales pour l'implantation d'investissements internationaux sur la période septembre 2015 - septembre 2016. Au plan européen, la capitale catalane se positionne en tant que troisième destination pour les investissements greenfield derrière Londres (première métropole mondiale) et Paris (cinquième métropole mondiale) mais devant Amsterdam, Dublin ou encore Munich.

En revanche, dans l'optique d'attirer les potentielles entreprises « exilées du Brexit », Barcelone se situe en retrait par rapport à Madrid et sa place boursière et, plus encore, comparativement à Paris, Francfort, Dublin, Amsterdam ou encore Milan.

Graphique 4 : évolution du nombre de nuitées dans les hôtels catalans (en millions)

L'activité touristique catalane à peine ralentie par la récession



Sources : Ine et Idescat

UNE ACTIVITÉ TOURISTIQUE À DOUBLE TRANCHANT Le tourisme catalan s'est montré résilient à la crise économique (cf.

Graphique 4). En effet, le nombre de nuitées dans les hôtels catalans a tout juste décéléré en 2008 (- 0,3 % par rapport à l'année précédente) et en 2009 (- 3,3 %) avant de rebondir vivement dès 2010 (+ 11,3 %). Par conséquent, entre 2000 et 2016, la fréquentation des hôtels a augmenté de 88,2 %. Le nombre de nuitées hôtelières en 2016 dans la région espagnole (55,3 millions) est cependant resté inférieur à celui enregistré en Ile-de-France (61,5 millions) ; en revanche, au-delà de l'effet des attentats de novembre 2015 sur l'activité touristique en 2016, l'Ile-de-France semble à l'arrêt comparativement à la Catalogne. En effet, le nombre de nuitées dans les hôtels s'y était déjà progressivement réduit entre 2012 (68,1 millions) et 2015 (66,3 millions).

Mais le dynamisme du tourisme a deux visages en Catalogne. D'une part, il stimule l'activité en générant de nombreuses retombées économiques ; en contrepartie, en plus d'urbaniser à l'extrême une partie des côtes catalanes, il a conduit à une pénurie de logements dans les quartiers centraux de Barcelone et a éloigné les Barcelonais du centre-ville.

Aujourd'hui, notamment depuis l'arrivée d'Ada Colau à la mairie de Barcelone, l'heure est à la régulation du secteur et le tourisme durable est mis en avant. Ainsi, les nouvelles licences d'exploitation hôtelière ne sont plus accordées et un moratoire bloquant les projets de développement hôteliers a été imposé avec l'objectif de donner la priorité à la construction de logements. Parallèlement,

les autorités ont décidé de lutter contre les nombreuses locations illégales de logements touristiques. De plus, comme à Amsterdam ou à Paris, Barcelone tente de limiter l'activité des plateformes de location touristique (Airbnb, HomeAway, etc.). En effet, alors que les prix immobiliers s'étaient effondrés de plus de 35,0 % à Barcelone en passant de plus de 4 700 €/m² à environ 3 000 €/m² entre 2007 et 2013, la raréfaction du nombre de logements disponibles à la vente couplée à la reprise économique fait remonter fortement les prix depuis 2014 et, ce, plus rapidement qu'à Madrid notamment ; le prix moyen est même repassé au-dessus de 4 000 €/m² début 2017 selon l'indice idealista.

L'ÎLE-DE-FRANCE ET LA CATALOGNE PARMIS LES LEADERS EUROPÉENS DU TOURISME D'AFFAIRES

Parallèlement au tourisme de loisirs, Barcelone s'est également lancé à la poursuite de Paris et de l'Ile-de-France sur le marché du tourisme d'affaires. Ainsi, en plus de développer ses infrastructures de transports en agrandissant notamment son aéroport, Barcelone s'est dotée d'un parc d'expositions de quelque 240 000 m² (Gran Via) qui sont venus s'ajouter aux 92 000 m² disponibles au parc historique de Montjuïc ; la ville a parallèlement mis en place une politique agressive pour attirer les plus grands congrès internationaux tournants. Cette politique a porté ses fruits et a placé Barcelone parmi les leaders européens et mondiaux : le classement ICCA 2015 a notamment placé Barcelone en troisième position derrière Berlin et Paris mais devant Vienne, Londres et Madrid. Ainsi, Barcelone a, par exemple, accueilli plusieurs fois ces dernières années le congrès de la société européenne de cardiologie (en 2006, en 2009 et 2014), l'un des plus grands congrès mondiaux, et

le recevra de nouveau cette année ; de même, la ville catalane est désormais l'hôte du Mobile World Congress qui se déroulait jusqu'en 2005 à Cannes et qui a accueilli 108 000 participants du 27 février au 2 mars derniers.

BARCELONE PARMIS LES DERNIÈRES VILLES EUROPÉENNES À AVOIR ACCUEILLI LES JEUX OLYMPIQUES Enfin, alors que la sélection de la ville-hôte pour les JO de 2024 aura lieu le 15 septembre prochain, il convient de rappeler que la Catalogne peut servir de référence à l'Ile-de-France dans un autre registre. Barcelone fait en effet partie des dernières villes européennes à avoir accueilli les Jeux Olympiques (avec Londres en 2012 et Athènes en 2004).

En l'occurrence, Paris et l'Ile-de-France sont candidates à l'accueil à la fois des JO de 2024 et de l'Exposition Universelle de 2025. Le dynamisme et l'attractivité de l'Ile-de-France pourrait être ainsi stimulés par ces deux événements mondiaux.

Or, sur le continent européen, si le cas d'Athènes est particulier, l'organisation des JO a été tout aussi bénéfique à Barcelone en 1992 qu'à Londres en 2012 en termes de retombées économiques, de développement, de croissance, etc.

Par exemple, de la même façon que Londres a profité des JO pour réhabiliter et redynamiser le quartier de Stratford qui a accueilli en 2012 une partie du village olympique, les Jeux Olympiques de 1992 ont permis de construire un nouveau quartier entier en bord de mer dans le district de Sant Martí. De cette opération urbanistique réalisée sur un terrain anciennement industriel très détérioré est née la Vila Olímpica destinée dans un premier temps à héberger les athlètes en 1992 et devenue par la suite un quartier résidentiel et un lieu très fréquenté par les touristes. Cette philosophie de développement pourrait parfaitement s'appliquer aux quartiers de l'Ile-Saint-Denis et de Saint-Denis où il est prévu d'installer le village olympique de 2024.

Mickaël Le Priol
(rédaction achevée le 28 avril 2017)

DÉFINITION :

Standard de Pouvoir d'Achat (SPA) : mesure s'apparentant à une monnaie et reflétant le pouvoir d'achat réel d'un euro au sein d'un pays. La parité de pouvoir d'achat (PPA) qui permet de passer des PIB en euros en PIB en SPA est à la fois un déflateur et un convertisseur de devises. L'ensemble des PPA est publié tous les trois ans par l'OCDE et Eurostat ; entre chaque parution triennale, les PPA sont extrapolées à partir des taux d'inflation relatifs entre les différents pays. Le SPA permet donc d'effectuer des comparaisons significatives du PIB entre les régions européennes sans qu'interviennent les différences de prix ou d'inflation et le pouvoir d'achat.

Remerciements : le Crocis adresse ses plus vifs remerciements à Bernard COTTIN, responsable affaires européennes à la CCI Paris Ile-de-France et à Xavier CORONAS, secrétaire général de la Chambre de commerce de Barcelone, pour leurs précieuses contributions à cette étude.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Benchmark : Paris parmi les grandes métropoles du monde », Apur, novembre 2015 ;
- Biocat : www.biocat.cat ;
- CCI de Barcelone (Cambra Oficial de Comerç, Indústria, Serveis i Navegació de Barcelona) : www.cambrabcn.org ;
- Eurostat : ec.europa.eu/eurostat/fr/home ;
- « Global cities investment monitor 2017 », KPMG et Paris Ile-de-France Capitale Economique, février 2017 ;
- ICCA - International Congress and Convention Association (ICCA) : www.iccaworld.org ;
- Institut d'Estadística de Catalunya (Idescat) : www.idescat.cat ;
- Instituto Nacional de Estadística (Ine) : www.ine.es ;
- Medicen : www.medicen.org.

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland -
75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 -
e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Suivez nous sur Twitter @CROCIS_CCI_IDF

- Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Etienne GUYOT
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépot légal : mai 2017 - Image : Artur/Fotolia
ISSN : 1266-3255